

Pour publication immédiate

UNESCO : L'organisation devrait mettre fin à son alliance avec le dictateur corrompu de la Guinée équatoriale

Le prix UNESCO-Obiang pour la recherche en sciences de la vie est financé par des fonds suspects en provenance du leader équato-guinéen

Contact Presse: Rachel Aicher, raicher@sorosny.org, Tel. +1 212.548.0135, Mob. +1 917.294.2641

New York, le 10 mai 2010—L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) est sur le point de remettre un prix pour les sciences de la vie financé par le dictateur de la Guinée équatoriale et nommé en son honneur, ce malgré les protestations de centaines d'individus outragés et de nombreuses associations à travers le monde. Des organisations de défense des droits humains ainsi que d'autres membres de la société civile réclament aujourd'hui une enquête minutieuse concernant la provenance des fonds destinés à financer ce prix dans une lettre commune adressée à l'UNESCO.

« *L'UNESCO se laisse manipuler et sert à rehausser la réputation désastreuse d'un despote cruel et corrompu* », a déclaré Tutu Alicante, de l'organisation de défense des droits humains EG Justice. « *Les 3 millions USD utilisés pour garantir le prix devraient être affectés à l'éducation et le bien-être du peuple équato-guinéen, pas à la glorification de leur président.* »

Malgré les multiples communications récemment adressées par des organisations de défense des droits de l'homme, des universitaires et bien d'autres, l'UNESCO n'est parvenue ni à annuler l'instauration du prix, ni à enquêter sur la provenance de son financement. Sous la pression de questions, l'organisation a fourni des informations contradictoires concernant le statut exact du prix. En janvier, le porte-parole de l'UNESCO a déclaré publiquement que l'organisation allait mener une évaluation de tous les prix dépendant d'elle, et que l'instauration du prix Obiang serait suspendue en attendant les résultats de cette procédure. Plus tard, des informations en provenance de l'UNESCO indiquaient que le délai dans l'instauration du prix était dû à un manque de candidatures.

Début avril, lors d'une réunion du Conseil exécutif de l'UNESCO, la Directrice générale de l'organisation Irina Bokova a brièvement commenté la controverse entourant le prix en disant que son instauration avait été, une fois encore, repoussée. Nous comprenons qu'aucun réel débat n'a eu lieu sur la question, La réunion du Conseil exécutif s'est terminée le 15 avril sans la prise d'une décision au sujet de ce prix mais la semaine suivante, Mme Bokova a envoyé une lettre aux gouvernements annonçant que le prix serait attribué en juin 2010.

Le prix UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche en sciences de la vie a été créé en 2008 pour récompenser « *les recherches scientifiques contribuant à améliorer la qualité de la vie des êtres humains* ». Pourtant, sous la présidence de M. Obiang, dont le nom a été donné au prix en question, la qualité de vie en Guinée équatoriale, qui est le 4^e producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, reste catastrophiquement basse.

Bien que son pétrole confère au pays un PNB par habitant comparable à celui de l'Italie, de la Corée du Sud et d'Israël, le gouvernement lui-même reconnaît que 75% de la population vit dans la pauvreté. La plupart des habitants de Guinée équatoriale n'ont pas accès à l'eau potable, et en moyenne, meurent avant leur 50^e anniversaire. Pendant des années, les experts de l'ONU en matière de droits de l'homme ont critiqué les pratiques du gouvernement, y compris l'absence de procès équitables, les arrestations arbitraires, les détentions en isolement et la torture systématique.

Le statut lamentable des droits humains en Guinée équatoriale s'accompagne d'une corruption généralisée qui siphonne les ressources qui permettraient de satisfaire les besoins fondamentaux de la population. D'après des preuves avancées en 2004 et 2010 par le sous-comité permanent d'enquête du Sénat américain, le président Obiang et les membres de sa famille proche auraient détourné des dizaines de millions de dollars provenant des ressources naturelles de leur pays à leur profit personnel. Des poursuites criminelles sont d'ailleurs en cours d'examen en Espagne.

Les associations et groupes de défense des droits humains sont scandalisés que l'UNESCO accepte un financement provenant de cette source, nonobstant les prétentions du Prix à encourager la recherche scientifique. De plus, la propre documentation de l'UNESCO concernant ce prix parvient mal à dissiper les sources de financement de ce prix. Bien que ces documents attribuent en apparence les 3 millions de dollars de financement à une entité caritative, la « Fondation Obiang Nguema Mbasogo pour la préservation de la vie », ils montrent également que c'est bien le gouvernement équato-guinéen qui a proposé l'instauration et le financement du prix.

« Le travail de l'UNESCO risque d'être entaché par cette alliance contre-nature avec l'un des dictateurs les plus sinistres du monde », déclare la lettre commune envoyée par les associations au directeur-général de l'UNESCO Irena Bokova. Ces associations ont également distribué des copies de la lettre aux représentants des 58 pays membres du Conseil Exécutif de l'UNESCO.

Le président Obiang avait pour la première fois proposé de créer un prix à son nom en octobre 2007, et le Conseil exécutif de l'UNESCO avait approuvé son instauration en 2008. Le financement de 3 millions de dollars US fourni par le président Obiang couvre les 300.000\$ annuels du prix lui-même ainsi que les 300.000\$ additionnels de coûts administratifs pour une période de 5 ans. Le prix a été finalement ouvert aux candidats en 2009, assorti d'une limite de candidature fixée au 25 septembre 2009. Cette limite a été par la suite repoussée au 30 décembre, puis au 30 avril 2010.

###

www.justiceinitiative.org